Economie verte

Le recyclage des déchets permettra à l'Etat de créer de la richesse

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5954 - Jeudi 10 août 2023 – Prix : 10 DA

Nouvelle noyade à Béjaïa

Un jeune de 15 ans porté disparu à la plage de Baccaro

Page 16

Algérie-Ouganda

Zitouni reçu à Kampala par le président ougandais

Page 4

Le jusqu'au-boutisme à lui seul impuissant de la France au Niger

Par Mohamed Habili

Pour ce qui est de leur présence militaire au Niger (estimée à un millier de soldats, répartis sur deux bases, vouées à la surveillance, au moyen de drones principalement), les Américains ont dit depuis le coup d'Etat du 26 juillet deux choses, qui a priori semblent avoir la même signification, mais qui pour peu qu'on y regarde sont différentes. D'une part, ils déclarent ne pas envisager leur retrait, et de l'autre, que le nouveau pouvoir à Niamey de toute façon ne leur a rien demandé de tel. On peut se demander si en fait ce n'était pas pour percer les intentions exactes de l'armée nigérienne à cet égard que Victoria Nuland, elle-même plus connue pour ses talents de déstabilisatrice de l'ordre constitutionnel que pour ceux de son rétablissement, était allée voir ses chefs sur place. Les Américains disent-ils ne pas envisager le retrait de leurs soldats parce qu'à Niamey on ne le leur demande pas, ou ne pas l'envisager quand bien même on le leur demanderait ?

Suite en page 3

Un plan de relance a été évoqué par le ministre

Ali Aoun : l'Etat n'abandonnera pas l'ENIEM

Ph/D. R.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a assuré, hier, que l'Etat viendra à la rescousse de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi Ouzou, menacée à nouveau d'un arrêt total de ses activités, en raison des difficultés financières résultant d'une baisse vertigineuse de son taux de production. Page 3

Festival de la miniature et de l'enluminure

Un concours international lancé

Page 7

USM Alger

Les Rouge et Noir se prépareront en Tunisie

Page 15

Economie verte

Le recyclage des déchets permettra à l'Etat de créer de la richesse

■ *«Il est inévitable d'aller vers la valorisation et le recyclage des déchets comme une stratégie qui permet de réduire le volume des déchets et contribue à la création de richesse», a indiqué la ministre de l'Environnement lors d'une visite d'inspection.*

Par Thinhinane Khouchi

Afin de contribuer au développement de l'économie verte et circulaire et de réduire la pollution environnementale, l'Algérie travaille pour développer une meilleure gestion intégrée des déchets. Lors d'une visite d'inspection à Souk Ahras, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a indiqué que son département ministériel *«ambitionne de créer un marché intégré de recyclage et de valorisation des déchets, en vue de contribuer à la création d'emplois et à la promotion de l'économie nationale»*. *«Les efforts sont axés aujourd'hui sur la création d'un marché intégré associant les investisseurs spécialisés dans la fabrication de camions pour la collecte et le tri des déchets et les entreprises spécialisées dans la fabrication des poubelles de tri et de recyclage»*, a ajouté la ministre. Elle a également fait état de l'élimination, ces vingt dernières années, d'environ 3 000 décharges sauvages de déchets avec la création de centres d'enfouissement technique (CET). Le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, a-t-elle poursuivi, œuvre actuellement à entamer l'étape de la valorisation et du recyclage des déchets recyclables, de concert avec plusieurs départements ministériels, notamment celui de l'Intérieur et des Collectivités locales. Lors de sa visite, la ministre a inspecté, dans la commune de Sedrata, une unité de récupération et de recyclage de papier et de carton, fruit d'un investissement privé, entrée en service fin 2021. Sur place, elle a de nouveau mis l'accent sur la stratégie du secteur consistant à concrétiser le programme d'économie circulaire en récupérant tous les matériaux recyclables avant qu'ils ne finissent dans les centres d'enfouissement technique (CET) des déchets. Après s'être enquise, dans la commune de Taoura, de la situation de la décharge publique, écoutant notamment un exposé sur le projet d'éradication des décharges sauvages, la ministre a inspecté le centre d'enfouissement technique de Souk Ahras où elle a annoncé, dans une déclaration à la presse, la mise en place d'une enveloppe de 400 millions de dinars pour la réalisation d'un centre intercommunal d'enfouissement technique, doté d'une station de tri, afin de pallier le manque enregistré dans la wilaya de Souk Ahras.

Ph/D. R.

Un programme spécial pour les exploitations agricoles et les zones d'habitation éloignées

La ministre a, par ailleurs, annoncé le lancement prochain d'un «programme spécial» portant sur la fourniture d'équipements destinés à la production d'énergie solaire au profit des exploitations agricoles et des zones d'habitation éloignées. Ce programme, devant être mis en œuvre *«d'ici à l'année prochaine»*, permettra de fournir des systèmes d'énergie solaire aux habitations et aux petits groupements ruraux, ainsi qu'aux exploitations agricoles ne pouvant être raccordées au réseau électrique, a souligné Dahleb lors de son inspection d'un projet piloté par la Conservation des forêts visant à équiper six forages de pompes fonctionnant à l'énergie solaire au profit de 40 habitations de la mechta «Debdiba», dans la commune d'Oued Kebrit. La ministre a ajouté que ce programme s'adresse spécifiquement aux exploitations agricoles et aux habitations éloignées du réseau électrique ou celles dont le raccordement nécessite des coûts financiers élevés. Le nouveau programme, a souligné à ce propos Dahleb, permettra aux citoyens concernés de *«bénéficier d'un soutien financier pour l'acquisition d'équipements destinés aux énergies renouvelables, notamment solaires»*. Selon la ministre, *«le recensement des zones concernées par ce programme sera entamé en coordination avec les walis pour consigner toutes les demandes et les besoins avec des fiches techniques spécifiques à chaque région»*. Ce programme permettra, a souligné la ministre, de fixer les populations dans les zones où elles résident, quelle que soit leur situation géographique, à l'image de la wilaya frontalière de Souk Ahras qui compte environ 1 500 mechtas éparses. Le programme, a-t-elle ajouté, soutiendra également les agriculteurs dans le processus d'arrosage de leurs cultures et d'abreuvement de leur bétail en s'appuyant sur le pompage de l'eau au moyen d'énergies renouvelables. La ministre a également fait part d'un autre projet relatif à la fourniture de chauffe-eau à énergie solaire au profit des résidents des zones non raccordées au réseau électrique, avant d'ajouter que la fourniture d'équipements et de systèmes d'énergie renouvelable et propre sera progressivement généralisée aux entreprises et aux services publics. La ministre a, par ailleurs, présidé le lancement d'une vaste campagne de nettoiement de la forêt récréative d'Ain Klib, dans la commune de Dréa. Une opération qui met à contribution la Maison de l'environnement, des associations de la société civile et les Scouts musulmans algériens. Appelant, in situ, les citoyens à *«contribuer avec le maximum d'engagement à la protection des forêts»*, Dahleb a mis à profit sa présence pour présenter ses condoléances aux familles des victimes des incendies qui ont récemment affecté plusieurs wilayas du pays.

T. K.

Numérisation

«Principal levier pour améliorer la qualité du service public», selon Faid

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a mis en avant, depuis la wilaya de Bejaïa, *«l'importance de l'opération de numérisation dans la relance de l'économie nationale et la rationalisation de l'utilisation des ressources financières publiques»*. Lors d'une visite effectuée dans la wilaya, consacrée à l'inspection de projets et à la concrétisation des réformes lancées par le ministère des Finances, M. Faid a évoqué la démarche générale tracée par son département ministériel, laquelle considère la transformation numérique comme *«principal levier à même d'améliorer la qualité du service public dans le cadre de la transparence et de l'efficacité de la gestion de la finance publique»*.

Il a relevé, dans ce contexte, que *«le processus de transformation numérique dans la gestion de la finance publique, qui est déjà lancée, fait l'objet d'un suivi continu, car étant convaincu de son rôle déterminant dans la relance de l'activité économique, la rationalisation et le contrôle de l'utilisation des ressources financières publiques»*. A cette occasion, le ministre a énuméré les étapes de la transformation numérique opérée dans plusieurs établissements relevant de son secteur, à l'instar de l'administration des impôts qui a développé une plateforme numérique pour l'achat en ligne de vignettes automobile, en cours de réalisation. Elle a également créé une application électronique qui permet aux organismes compétents (les services autorisés de la Banque d'Algérie, les Douanes et l'administration en charge du commerce) de consulter, à distance, la base de données du fichier national des auteurs d'actes de fraude ou d'infraction.

Quant à la Direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, le ministre a relevé les transformations que connaît le secteur bancaire et la réforme de la finance, à travers le développement et la diversification des produits bancaires, en accord avec la mise en œuvre des programmes d'action du gouvernement.

Après avoir rappelé l'importance du système comptable, en tant qu'*«outil moderne de gestion de l'argent public»*, le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer des informations *«de qualité»* qui permettent une gestion *«efficace»* des fonds du Trésor. Il a également salué les efforts du secteur des Domaines de l'Etat qui accomplit un rôle efficace dans la concrétisation des différentes politiques sectorielles, *«ce qui implique la numérisation de son administration, en tant que mécanisme urgent à même d'assurer la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics en la matière»*.

Le premier argentier du pays a évoqué le rôle du secteur des Douanes dans le renforcement de la sécurité de l'économie nationale et dans la lutte contre diverses formes de contrebande, de crime transfrontalier et de crime de change ainsi que l'ensemble des crimes économiques.

Pour lui, la numérisation des prestations du secteur aura un impact *«positif»* sur l'économie nationale et les citoyens, insistant sur la nécessité d'améliorer la performance et de renforcer les voies et moyens de coopération entre les secteurs public et privé, dans l'objectif de réaliser le développement durable souhaité. En ce qui concerne les efforts consentis en vue de booster le développement économique au niveau local et d'améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens, le ministre a fait savoir que la valeur du programme décentralisé en cours pour le développement de la wilaya de Bejaïa s'élève à 197,3 milliards de DA, en vue de concrétiser 678 opérations de développement. Le ministre a procédé, lors de sa visite, à l'inauguration du nouveau siège du Trésor dans la ville de Béjaïa et d'un hôtel cofinancé par l'Algerie et l'Arabie saoudite.

Lamia Y.

Un plan de relance a été évoqué par le ministre

Ali Aoun : l'Etat n'abandonnera pas l'ENIEM

■ *Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a assuré, hier, que l'Etat viendra à la rescousse de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi Ouzou, menacée à nouveau d'un arrêt total de ses activités, en raison des difficultés financières résultant d'une baisse vertigineuse de son taux de production.*

Par Hamid Messir

«*L'ENIEM est dans un état déplorable sous le poids des dettes et mon entretien avec ses cadres dirigeants a porté sur les solutions à envisager afin de sauver ce que l'on peut sauver et le sort des travailleurs est même menacé si un plan de relance de l'entreprise n'est pas mis en œuvre. Mon échange avec les cadres dirigeants de l'entreprise me rassure quant à la possibilité de sauver l'entreprise, à condition de la mobilisation de ses cadres pour l'élaboration des contrats de performance. Tous les cadres sont tenus de se fixer des objectifs à atteindre*», a déclaré Ali Aoun devant la presse, au terme d'une séance de travail avec les responsables de l'ENIEM. Le ministre n'a pas manqué de rassurer que «*l'Etat n'abandonnera jamais facilement cette entreprise, mais il est attendu de toutes les parties concernées plus d'efforts*». Ali Aoun a indiqué, à l'occasion, que «*nous allons encore détailler le programme de relance de l'entreprise lundi prochain au siège du ministère, en concertation avec les dirigeants de l'ENIEM, du Holding ELec El Djazair et des représentants des travailleurs*». Le ministre a écarté, pour le moment, l'option de privatisation de l'ENIEM, tout en évoquant d'autres voies comme l'ouverture du capital ou encore le partenariat national et étranger. A la question du problème de non bancabilité posé par le président-directeur général de l'ENIEM, le ministre a assuré que «*toute entreprise qui possède un patrimoine tel que celui l'ENIEM ne peut être que bancable, à condition qu'il y ait prise de décision et la mise en place d'un programme effectif de travail*», soulignant que «*le même outil de travail mis entre les mains d'autres personnes aurait peut-être donné mieux*». Ces assurances du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique ont été données après la présentation de la situation de l'ENIEM, faite par son président-directeur général. Un état des lieux au bord de l'asphyxie pour l'ancien fleuron national de l'industrie électroménagère, comme l'attestent les chiffres à l'appui. L'ENIEM ne produit actuellement que 35 960 unités pour une capacité annuelle de 224 000 unités et dont la chaîne de production de climatiseurs est à l'arrêt total, se limitant ainsi à la production de réfrigérateurs, congélateurs et appareils de cuisson, en dépit d'un fort potentiel de ressources humaines, estimé actuellement à plus de 1 600 employés. A noter que Ali Aoun devait se rendre également, pour sa visite dans la wilaya de Tizi Ouzou, au niveau d'autres entreprises privées et nationales comme l'ex-ENEL d'Azazga, Aldaph Novo Nordisk et Steal Solide de Tizi Rached.

H. M.

Krikou à la réunion extraordinaire de la Commission de la femme arabe

L'Algérie appelle à la promotion de l'entrepreneuriat féminin

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a participé, hier par visioconférence, aux travaux de la réunion extraordinaire de la Commission de la femme arabe pour examiner les thèmes inscrits à l'ordre du jour de la 5e session du Sommet arabe de développement économique et social. Dans son allocution, lors de cette réunion organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe via la plateforme numérique, la ministre a passé en revue l'expérience algérienne en matière d'autonomisation de la femme et de promotion de l'entrepreneuriat féminin, rappelant la proposition de l'Algérie relative à l'élaboration d'«*un plan arabe pour encourager le leadership féminin dans le monde arabe*». «*Dans le cadre de notre action arabe commune, l'Algérie appelle au renforcement de la coopération entre nos pays en matière d'autonomisation de la femme et de promotion de l'entrepreneuriat féminin, à travers l'élaboration et la concrétisation d'un plan arabe unifié pour la promotion du leadership féminin dans la région arabe*», affirmant la disponibilité de l'Algérie «*à partager son expérience dans ce domaine avec les autres pays arabes et de tirer profit des expériences des autres pays pour faire aboutir les différentes initiatives féminines*». Mme Krikou a affirmé que l'Etat algérien accorde un grand intérêt à la promotion de la femme sur les plans politique, économique et social, au regard des efforts consentis dans ce sens, notamment dans les zones rurales. «*La politique de l'Etat vise à encourager l'innovation et l'emploi par la mise en place de mécanismes et de programmes nationaux à dimension économique et sociale destinés à tous les citoyens, pour un meilleur accompagnement en matière de création de micro-entreprises et de start-up, et la promotion de l'entrepreneuriat féminin*», a-t-elle dit. Le programme national dédié à la femme rurale et à la femme au foyer tend à encourager la femme à contribuer à la production nationale, a-t-elle souligné, rappelant que ce programme, lancé en 2021 en exécution des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a enregistré «*des résultats très positifs*». Elle a ajouté que ce programme a été favorablement accueilli par les femmes qui ont affiché leur intérêt pour les différentes mesures proposées par les différents dispositifs de l'Etat en matière de soutien et d'accompagnement des micro-entreprises et de l'entrepreneuriat féminin. **Reda A.**

Organisée en Indonésie

Belhadj participe à la Conférence des présidents de Cours constitutionnelles

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, prend part, depuis hier à Jakarta (Indonésie), aux travaux de la Conférence internationale des présidents de cours constitutionnelles, a indiqué un communiqué de l'institution. Cette conférence, organisée à l'occasion du 20e anniversaire de la Cour constitutionnelle indonésienne, est placée sous le thème : «Renforcement de la démocratie à travers les juridictions constitutionnelles», précise la même source, ajoutant que les travaux se poursuivront jusqu'au 11 août.

Selon le communiqué, cette conférence est «*l'occasion propice pour examiner les moyens d'établir et de renforcer les relations d'amitié et de coopération avec les institutions constitutionnelles homologues, d'autant que les cours et conseils constitutionnels de nombreux pays, dont la Turquie, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Kazakhstan, prennent part à cet événement important*». Le président de la Cour constitutionnelle prononcera une allocution sur «*le rôle de la Cour constitutionnelle dans le renforcement des principes démocratiques*», dans laquelle il passera en revue «*l'évolution de la justice constitutionnelle en Algérie et les progrès accomplis dans la consécration des principes de la gouvernance démocratique et de l'Etat de droit*», souligne la même source. M. Belhadj, qui sera accompagné du membre de la Cour constitutionnelle Bahri Saadallah, saisira également l'occasion pour signer un mémorandum d'entente entre la Cour constitutionnelle algérienne et son homologue indonésienne, en vue de «*créer un cadre de coopération et d'échange d'expériences dans le domaine de la justice et du droit constitutionnels*», conclut le communiqué.

Reda A.

LA QUESTION DU JOUR

Le jusqu'au-boutisme à lui seul impuissant de la France au Niger

Suite de la page une

Au point où en sont les choses, il n'est pas facile de répondre à cette question, les militaires nigériens devant faire face à plus urgent : la menace d'une intervention par les soins de la Cédéao, dont le premier ultimatum a expiré sans résultats, et qui pour cela pourrait y aller d'un deuxième, à l'issue de sa deuxième réunion extraordinaire qui commence aujourd'hui à Abuja. Il n'en reste pas moins que les Américains donnent le sentiment d'être à la recherche d'un modus vivendi avec les nouvelles autorités nigériennes. Pour eux, il semble que cela serait envisageable, à une condition expresse toutefois : qu'il ne soit pas fait appel aux Russes, sous quelque forme que ces derniers puissent se présenter. Mais cela ne le serait pas du tout si les Russes faisaient au contraire leur apparition au Niger. Ce sont eux les Etats-Unis, et aucun autre pays occidental, qui ont mis hors de cause la Russie dans le putsch au Niger. La France ne dirait rien de tel même en ayant une certitude plus grande quant à l'absence d'implication des Russes. Le nouveau pouvoir à Niamey a déjà dénoncé les accords militaires passés avec elle, ce qu'il n'a pas fait avec les Etats-Unis. Mais si demain il exigeait le départ de ses troupes, elle n'en ferait rien, de même que pour elle les accords dénoncés sont toujours en vigueur. Pour elle, aucune composition n'est possible avec les putschistes. Ou bien ils partent de leur propre volonté, notamment sous la pression internationale, ou bien la Cédéao les fera partir, ou bien ce sera elle qui s'en chargera, bien qu'elle affirme ne pas nourrir un projet de cette nature. Or il suffit que les Américains soient sur une ligne quelque peu différente pour qu'elle ne puisse intervenir par ses propres forces. Si la Cédéao, un scénario d'ailleurs probable, abandonnait l'idée d'une intervention au Niger, les Etats-Unis s'en feraient une raison. Ils s'en féliciteraient peut-être, considérant qu'à tout prendre la solution diplomatique, même renvoyée aux calendes grecques, est toujours préférable. Mais pas la France, pour qui cela serait un mauvais coup porté à son encontre. Pourvu que les Russes ne s'en mêlent pas, et qu'eux-mêmes restent dans le pays, les Américains sont prêts à bien des arrangements. Ce n'est pas le cas des Français, qui eux ne se contenteraient que du retour de Mohamed Bazoum à ses fonctions, pas même donc de la seule restauration de l'ordre constitutionnel. Une éventualité de plus en plus lointaine, ne serait-ce que parce qu'il faudrait ensuite occuper le Niger pour maintenir son président au pouvoir.

M. H.

Algérie-Ouganda

Zitouni reçu à Kampala par le président ougandais

■ *Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a été reçu à Kampala (capitale de l'Ouganda) par le président de la République d'Ouganda, Yoweri Museveni, dans le cadre de sa participation aux travaux du 2e Sommet africain du café, indique un communiqué du ministère. Lors de cette audience, M. Zitouni a transmis «les salutations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à son frère Yoweri Museveni», ajoute la même source.*

Par Halim N.

Cette rencontre a porté sur les relations économiques et commerciales entre les deux pays, «*affirmées par les deux présidents lors de la dernière visite du président ougandais en Algérie qui a été sanctionnée par la signature de plusieurs mémorandums d'entente dans de nombreux secteurs*», selon la même source. Le ministre a, dans ce contexte, passé en revue «*les produits qui seront inclus dans les échanges commerciaux entre les deux pays, dans le cadre de l'encouragement du commerce bilatéral entre l'Algérie et l'Ouganda*». Le président ougandais a, pour sa part, souligné sa «*volonté d'intensifier la communication et d'œuvrer à promouvoir et hisser la coopération économique entre les deux pays au niveau des relations politiques privilégiées*». Par ailleurs et lors de sa participation à l'ouverture des travaux du 2e Sommet du café, M. Zitouni a affirmé que la présence de l'Algérie à cette importance rencontre «*intervient conformément aux instructions du président de la République, portant orientation des échanges commerciaux vers l'Afrique*», soulignant que le Président Tebboune a toujours été pour «*la consolidation et le renforcement des échanges inter-africains, la nécessité d'industrialiser les matières brutes dont disposent les Etats africains au niveau local et l'augmentation du taux d'intégration africaine en matière d'industrialisation*». M. Zitouni a également mis l'accent sur «*la nécessité d'intensifier les efforts de tous les Etats africains, en vue de protéger la souveraineté économique africaine et d'encourager l'importation et l'exportation entre ces Etats pour une économie africaine forte, au regard des potentialités dont dispose le continent*». Le ministre a également affirmé que «*l'Algérie propose de réunir les Etats africains producteurs et consommateurs de café, lors de la 3e édition de ce sommet décidée pour l'année prochaine, en vue d'encourager la consommation africaine*».

Selon le ministère, l'ouverture des travaux du 2e Sommet africain du café s'est déroulée mardi à Kampala, avec la participation de 25 Etats africains producteurs de café, sous la présidence du président ougandais, en vue d'examiner et de débattre des défis auxquels est confrontée cette importante filière agricole.

H. N.

Infrastructures de base

Rekhroukh examine avec l'ambassadeur chinois les voies du partenariat bilatéral

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, avec lequel il a examiné les opportunités de coopération bilatérale ainsi que les moyens de développer le partenariat pour la réalisation de grands projets, notamment dans le domaine des infrastructures, indique le ministère dans un communiqué. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, à la demande de l'ambassadeur de Chine, a constitué «*une occasion pour évoquer l'état des relations de coopération entre les deux pays, qualifiées d'excellentes, compte tenu du partenariat effectif entre l'Algérie et la Chine dans divers volets du secteur, particulièrement en matière de réalisation des routes, des autoroutes et des réseaux ferroviaires*», note la même source. A cette occasion, les deux parties ont relevé «*la nécessité d'examiner les moyens de développer le partenariat pour la réalisation de grands projets, notamment dans le domaine des infrastructures*». Dans ce contexte, le ministre a appelé les opérateurs économiques chinois à «*concrétiser davantage d'investissements dans ce segment d'activité et à contribuer, aux côtés des entreprises économiques nationales, au développement de l'économie nationale*», lit-on dans le communiqué. La rencontre a également été une occasion pour passer en revue le programme «*important et ambitieux*» en cours de lancement dans le domaine des chemins de fer et des installations portuaires en Algérie. A ce propos, le diplomate chinois a affiché «*l'intérêt et la disponibilité des entreprises chinoises à concrétiser des projets dans ces domaines*», faisant état de «*leur volonté d'être au diapason des efforts de l'Etat algérien pour développer davantage le réseau ferroviaire et portuaire, et contribuer, partant, à la croissance économique du pays*», a conclu le communiqué.

A. O.

Implication de la femme rurale à l'effort de protection de la forêt

«Une nécessité pour l'activité agricole», affirme Krikou

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a mis l'accent depuis la wilaya de Jijel sur l'impérative implication de la femme rurale dans l'effort de protection de la forêt pour assurer la durabilité de l'activité agricole rurale. Dans une déclaration à la presse à la Maison des métiers de la région de Chréa, sur les hauteurs de la commune de Ziama Mansouriah, Mme Krikou a souligné que l'adhésion de la femme habitant les zones rurales à son environnement «*est nécessaire pour assurer la durabilité de ses activités rurales et agricoles, au travers sa contribution à la protection de la forêt contre les incendies*». La ministre a considéré que la femme rurale qui «*vit de la forêt et de la montagne, doit préserver la source de son gagne-pain par son implication à l'opération de protection de l'environnement contre les divers sinistres, notamment les forêts*». Mme Krikou a mis l'accent sur l'importance de l'extension de l'activité agricole de la femme rurale et son accès aux dispositifs de soutien mis en place à son intention par l'Etat, au travers de l'adhésion à des coopératives agricoles pour protéger ses droits.

Auparavant, la ministre avait présidé le départ de deux caravanes de solidarité avec les familles sinistrées des incendies dans les communes Chahna et Ziama Mansouriah, assurant que «*l'aide aux sinistrés des derniers incendies se poursuit toujours*» et la commission de wilaya de recensement des dégâts occasionnés par les feux à Jijel s'attelle, en coordination avec la commission nationale constituée pour la même mission, à évaluer les dégâts avant de passer à l'étape d'indemnisation des sinistrés conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. A la plage Koutama, au chef-lieu de wilaya, Mme Krikou a donné le coup d'envoi d'une caravane de sensibilisation et de prévention des noyades sur les plages non-surveillées. La ministre a insisté, à l'occasion, sur la conjugaison des efforts de tous les intervenants pour permettre aux citoyens de passer des «*vacances sûres*».

Amel Y.

Aviation

«Tassili Airlines» certifiée «IOSA» pour la 7e fois

La compagnie «Tassili Airlines» a obtenu, pour la 7e fois, la certification internationale «IOSA» (IATA Operational safety audit), en matière de normes de sécurité opérationnelle et d'entretien et de sûreté des aéronefs, développée et délivrée par l'Association du transport aérien international (IATA), a-t-on appris auprès d'un responsable de la compagnie.

Le directeur de la communication à Tassili Airlines, Karim Bahar, a fait savoir que la compagnie a passé avec succès, pour la 7e fois, le programme d'audit des normes de sécurité opérationnelle, effectué sous la supervision d'experts d'un organisme international accrédité par l'IATA pour évaluer le niveau de conformité de près de 1 000 standards et pratiques recommandés, en vigueur dans le domaine de l'aviation civile. Ces normes et standards relèvent notamment de la Federal aviation administration (FAA), de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Pour M. Bahar, cette réussite traduit «*la compétence*» des opérations menées par Tassili Airlines, ainsi que «*son engagement de suivre les mesures locales et internationales à* même de garantir un haut niveau de sécurité terrestre et aérienne». Parmi les principaux standards ayant été passés avec succès et dont le niveau de conformité a été vérifié, le responsable cite les composantes du système de management qualité, le système de gestion de la sécurité, la gestion de crise, le contrôle des aspects formation, qualification et recyclage dans tous les métiers de l'aviation y compris ceux des pilotes, instructeurs, personnel de cabine et techniciens. L'audit a concerné aussi les opérations en vol, les opérations au sol, la maintenance, la préparation des vols, assorti d'une inspection en vol (vol d'observation) et l'observation d'une séance de simulateur de vol. «*La certification IOSA est le label le plus rigoureux en vigueur et référentiel commun de l'IATA en matière de sécurité, de sûreté et de qualité opérationnelle des compagnies aériennes*».

Pour rappel, la compagnie Tassili Airlines a été créée en 1998, une filiale à 100 % du Groupe national des hydrocarbures Sonatrach. Possédant actuellement une flotte de 15 aéronefs de divers types, elle dessert des lignes internes et active également à l'international avec plusieurs vols.

R. N.

Monnaie

Le dollar en baisse face à l'euro

■ *Le dollar perdait du terrain hier par rapport à l'euro, les investisseurs se détournant un peu de la valeur refuge pour privilégier des actifs jugés généralement plus risqués après des déclarations de membres de la Réserve fédérale (Fed).*

Par Salima K.

Dans la matinée, le billet vert cédait 0,23 % face à l'euro à 1,0982 dollar pour un euro. Les analystes estiment que le dollar américain est «*en perte de vitesse*» en ce début de séance européenne, annulant une partie des gains enregistrés mardi. La baisse de l'appétit pour le risque des investisseurs, qui avait jusque-là porté le billet vert, valeur refuge, a laissé place a un «*sentiment plus positif*» sur les marchés, alimenté en partie par les attentes de politiques monétaires plus accommodantes après que certains responsables de la Fed (Réserve fédérale américaine, ndlr) ont laissé entendre que la campagne de resserrement pourrait bientôt être terminée, affirment-ils.

Le patron de la Fed de Philadelphie, Patrick Harker, a en effet estimé mardi que les taux d'intérêt pourraient rester stables lors de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire de la banque centrale en septembre si l'activité économique conserve sa trajectoire. «*En l'absence de nouvelles données alarmantes d'ici la mi-septembre, je pense que nous sommes peut-être au point où nous pouvons être patients et maintenir les taux stables et laisser les mesures de politique monétaire que nous avons prises faire leur travail*», a-t-il déclaré lors d'un échange avec le *Philadelphia Business Journal*. La faiblesse du dollar pourrait cependant n'être que de courte durée, selon les analystes, la Chine ayant publié un indice des prix à la consommation en baisse en juillet, indiquant que le pays est entré en déflation pour la première fois en plus de deux ans.

Si ce phénomène peut sembler une bonne chose pour le pouvoir d'achat, la déflation est une menace pour l'économie, car au lieu de dépenser, les consommateurs sont tentés de reporter leurs achats dans l'espoir de davantage de baisses de prix. «*Dans ce contexte, les pertes éventuelles du billet vert seront limitées, car les inquiétudes concernant les perspectives de l'économie mondiale pourraient bientôt relancer la demande de dollars*», d'après les experts. Le marché attend désormais la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis pour juillet jeudi.

S. K.

Etats-Unis

Le déficit commercial se réduit à plus de 66 milliards de dollars en juin

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est de nouveau réduit au mois de juin, du fait d'une nouvelle baisse des importations, en particulier d'appareils électroniques et de matières premières, selon les données publiées par le département du Commerce.

Le déficit des biens et services avec le reste du monde a été ramené à 65,5 milliards de dollars, en baisse de 4,1 % par rapport au mois de mai.

Les exportations de biens se sont réduites de 0,1 % durant le mois considéré, principalement sous l'effet d'une baisse des exportations de matières première, en particulier des produits pétroliers, ainsi que des préparations pharmaceutiques. Une hausse des exportations des machines industrielles et des équipements de télécommunications vient en partie compenser ces replis. Du côté des importations, la baisse est de 1 % par rapport au mois précédent, du fait d'une baisse des importations de produits de consommation, en particulier des équipements électroniques et des matières premières, alors que de l'autre côté les importations liées à l'industrie automobile sont en hausse, tout comme celles liées aux préparations pharmaceutiques. S'agissant des échanges bilatéraux de biens, le déficit commercial avec la Chine, qui reste encore le plus élevé, continue de se replier par rapport au mois précédent, à 22,8 milliards de dollars contre 24,2 milliards en mai. A l'inverse, le déficit commercial avec l'Union européenne s'est renforcé, passant à 18,2 milliards de dollars contre 17,3 milliards en mai, restant encore concentré principalement sur quatre pays : l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie et la France. En dehors des deux principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis, le déficit reste marqué avec deux autres partenaires économiques, le Mexique et le Vietnam.

Fatah S.

Marché

La Bourse de Tokyo lestée par les banques et la tech

La Bourse de Tokyo était en légère baisse hier en matinée, imitant la tendance de clôture de la veille à Wall Street, sur fond de l'abaissement des notes de plusieurs banques américaines par l'agence Moody's.

L'indice vedette Nikkei cédait 0,27 % à 32 289,38 points peu avant 01h00 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,43 % à 2 281,81 points. L'agence de notation financière Moody's a dégradé lundi la note d'une dizaine de banques américaines, surtout de petite taille, en citant des risques associés à leur exposition dans l'immobilier commercial. Cela a jeté un froid mardi sur toutes les valeurs bancaires à Wall Street, sans pour autant générer un vent de panique comme au printemps dernier. Les titres des banques japonaises souffraient par ricochet hier à Tokyo. Les investisseurs attendaient par ailleurs hier avec une certaine inquiétude les chiffres de l'inflation et des prix à la production de juillet en Chine, dont la reprise économique est toujours poussive.

SoftBank Group (-2,12 %) a annoncé mardi, après la clôture de la Bourse de Tokyo, une perte surprise sur son premier trimestre équivalente à trois milliards d'euros. Il y a cependant quelques signes encourageants, comme le retour dans le vert de ses fonds d'investissement Vision Fund grâce au boom de l'intelligence artificielle qui dope les valorisations dans le secteur de la tech depuis le début de l'année. Le projet de la méga-introduction en Bourse de sa filiale Arm, référence mondiale des architectures de microprocesseurs, est en bonne voie, a par ailleurs assuré Yoshimitsu Goto, le directeur financier de SoftBank Group. Selon le quotidien *Nikkei*, Apple et Samsung vont profiter de cette prochaine opération à Wall Street pour investir dans Arm, alors que le géant américain Nvidia serait également sur les rangs. Le billet vert baissait à peine face au yen, à raison d'un dollar pour 143,30 yens vers 00h50 GMT contre 143,38 yens mardi à 21h00 GMT. Le cours euro/yen était stable à 157,1 yens pour un euro.

L'euro se négociait par ailleurs pour 1,0960 dollar, contre 1,0956 dollar la veille. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain cédait 0,28 % à 82,69 dollars vers 00h45 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord reculait de 0,23 % à 85,97 dollars.

N. T.

Canada

Le déficit commercial s'accentue en juin après une chute des exportations

Le déficit commercial canadien s'est accentué en juin à 3,7 milliards de dollars canadiens (2,7 mds USD) en raison d'une chute des exportations et d'une légère baisse des importations, a annoncé l'agence fédérale des statistiques. Les exportations en valeur ont chuté de 2,2 % en juin, largement en raison de la baisse des prix, tandis que les importations ne diminuaient que de 0,5 %, une baisse due essentiellement à une diminution des achats d'essence et de pétrole brut. L'organisme canadien des statistiques relève aussi dans son rapport mensuel que la grève dans le port de Vancouver, le plus important du pays, et dans 30 autres ports sur la côte pacifique en juillet, ainsi que la coupure d'une ligne de chemin de fer vers Halifax, le principal port sur l'Atlantique, devraient affecter les chiffres du commerce extérieur en juillet. Ceux-ci doivent être publiés en septembre. Le Canada a exporté moins d'or, d'argent et de platine, moins de machines, de matériel et de pièces industriels et moins de produits en plastique et en caoutchouc. Les exportations de produits agricoles et de la pêche ainsi que celles de produits intermédiaires dans l'alimentation ont également reculé. Les exportations du Canada ont baissé en juin de 1,2 % vers les Etats-Unis, son principal partenaire commercial, et les importations ont enregistré une diminution de 0,7 %. En conséquence, l'excédent commercial canadien avec son voisin américain a diminué en juin à 7,4 milliards de dollars canadiens.

R. E.

Festival de la miniature et de l'enluminure

Un concours international lancé

■ *Les activités culturelles et artistiques se multiplient de plus en plus, offrant aux artistes en herbe et professionnels l'occasion de prouver leur talent et leur sens de la créativité.*

Par Abla Selles

Dans ce sens, le Commissariat du Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure a appelé les artistes, à l'intérieur du pays et à l'étranger, à s'inscrire avant le 1er novembre prochain, à la 13e édition du festival, annonçant la création d'un concours international à cette occasion, indique le comité d'organisation.

Le Commissariat a annoncé, sur son site officiel, le lancement de la 13e édition du Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure, ainsi que «la création d'un concours international de miniatures et de l'enluminure», appelant l'ensemble des artistes et personnes intéressées à participer à cet événement artistique dont la première édition remonte à 2008.

Le concours international concernera deux disciplines : la miniature et l'enluminure, sachant que les participants peuvent présenter une seule œuvre au choix, à condition qu'elle soit individuelle et inédite. Les artistes sont également appelés à utiliser les matériaux autorisés par le comité de sélection des œuvres, et à présenter, le jour de leur participation à l'évènement au niveau de l'administration du festival, des œuvres exclusivement manuelles, sans recourir à des programmes artistiques, à des techniques électroniques ou à des machines d'impression.

Les participants aux deux catégories du concours peuvent consulter les conditions techniques et artistiques exigées sur le site électronique du festival.

Présidé par un artiste algérien, le jury de ce concours international sera composé d'artistes algériens et internationaux. Au total, six prix seront décernés aux lauréats des deux catégories, en sus de prix d'encouragement. L'annonce des œuvres lauréates est prévue le 22 novembre prochain.

A. S.

AGEND'ART

Laser Strike DZ à Chéraga
11 août :
Le groupe Tikoubaouine sera sur scène à Alger pour un concert exceptionnel
Hôtel Sofitel Hamma Garden ce soir :
DJ Randall animera une soirée inoubliable pour les amateurs de clubbing
11 août partir de 21h30
Dans le cadre du So'chill by Schweppes, une soirée rythm'n'blues exceptionnelle en bord de piscine avec le BB Blues Trio.
Théâtre de verdure Laadi-Flici
10 août :
Soirée artistique avec le groupe Dzâir
17 août :
Le rappeur TIF animera une soirée musicale au bonheur de ses fans

Office national des droits d'auteur et des droits voisins

474 millions DA versés au profit des auteurs et ayants droit

L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda) a versé «*474 millions DA au profit de plus de 2 659 auteurs et ayants droit, au titre des répartitions des droits de reproduction pour l'exercice 2022*», a indiqué l'Office dans un communiqué. L'opération de répartition des droits de reproduction a concerné 2 234 auteurs créateurs, 418 ayants droit et 7 éditeurs de musique dont les œuvres (artistiques et littéraires) sont exploitées par les chaînes de radio et de télévision en Algérie, précise-t-on. Les rémunérations versées aux auteurs et ayants droit proviennent des redevances versées par les utilisateurs et exploitants publics de ces œuvres protégées et déclarées auprès de l'Office.

R. C.

Prix international «Mustapha-Kateb»

Ouverture des candidatures pour la troisième édition

Le Théâtre national algérien (TNA) «Mahieddine-Bachtarzi» a annoncé l'ouverture des candidatures pour la 3e édition du Prix international «Mustapha-Kateb» des études sur le théâtre national algérien, a indiqué un communiqué du TNA.

Le TNA annonce l'ouverture des candidatures en vue de participer à la 3e édition du Prix international «Mustapha-Kateb» des études sur le théâtre national algérien, sous le thème «Les procédés modernes dans la conception cinématographique des représentations théâtrales algériennes». Le Prix vise «*à soutenir la recherche et à ouvrir le champ aux chercheurs pour étudier l'évolution de la dramaturgie et du théâtre algériens ainsi qu'à rassembler et à suivre l'œuvre et la pratique théâtrales en Algérie*». Le Prix se veut «une invitation annuelle du théâtre algérien adressée aux laboratoires, critiques, chercheurs, académiciens et personnes intéressées, en vue d'accompagner le système des représentations théâtrales algériennes à partir de l'année 1900 jusqu'à présent. Le concours verra la distinction de trois lauréats, sachant que la valeur du 1er prix est de 500 000 DA, celle du second est de 300 000 DA, tandis que celle du 3e prix est de 200 000 DA.

Le TNA a appelé les personnes désirant participer à consulter le règlement et les conditions du concours sur le lien suivant : https://urlz.fr/na3H. Lancé par le TNA en 2018, ce prix annuel est destiné aux chercheurs et aux personnes intéressées par le 4e art algérien, «*toutes nationalités confondues*», en vue de soutenir la recherche et d'ouvrir le champ aux chercheurs afin d'observer l'évolution et la transformation de la dramaturgie algérienne, rassembler et vérifier l'œuvre et la pratique théâtrales en Algérie. Considéré comme l'un des symboles du théâtre algérien, Mustapha Kateb (1920-1989), dont le Prix porte le nom, a voué sa vie au théâtre comme comédien et metteur en scène de plusieurs pièces à succès et a également été à la tête de la troupe artistique du Front de libération nationale (FLN) en 1958, avant d'occuper le poste de directeur du TNA (1963-1972).

F. H.

Avec «Ninja Turtles : Teenage Years»

Le cinéma d'animation poursuit sa route loin de la patte Disney

Alors que «*Barbie*» et «*Oppenheimer*» poursuivent leur folle envolée au box-office, un film d'animation bien plus discret a débarqué dans les salles obscures françaises hier. Un film avec un rat, des mutants et des tortues mordues de pizza, nommé «*Ninja Turtles : Teenage Years*». Le projet est porté par le comédien et humoriste américain Seth Rogen pour faire renaître en animation la franchise culte des années 80 et 90, issue des bandes dessinées de Kevin Eastman et Peter Laird.

Sous forme de rite initiatique des Tortues Ninja, le film propose une relecture moderne et savoureuse des plus célèbres occupants des égouts de New York.

Avec ce film, le cinéma d'animation poursuit surtout sa mue avec une nouvelle proposition visuellement renversante qui vient confirmer la belle embellie de ce genre cinématographique, avec de plus en plus de blockbusters capables de creuser leurs sillons loin des codes imposés depuis plusieurs décennies par le géant Disney. À tel point qu'on en viendrait presque à douter de la capacité du studio aux grandes oreilles à rester la référence ultime quand on parle d'animation sur grand écran. À l'instar d'un certain «*Spider-Man into the Spider-Verse*» et sa suite «*Across the Spider-Verse*», sortie fin mai, «*Ninja Turtles : Teenage Years*» adopte un style graphique bien différent du carcan Disney, préférant puiser dans l'héritage du travail et des innovations qui ont permis au film d'animation Spider-Man de décrocher l'Oscar du meilleur film d'animation en 2019, devançant alors «*Les Indestructibles 2*» et «*Ralph 2.0*», deux films des studios Disney/Pixar. Parfois poisseuse mais jamais hideuse, crayonnée mais jamais enfantine, la direction artistique de ce nouveau film sur les Tortues Ninja offre une seconde claque visuelle après la sortie d'«*Across the Spider-Verse*», devenu le maître étalon de cette nouvelle animation débridée, généreuse et prête à s'affranchir des codes classiques pour mieux rendre hommage au matériau qu'elle adapte. En l'occurrence, les pages de bande dessinée.

R. I.

Pakistan

Dissolution du Parlement avant les élections sans l'ex-Premier ministre

■ *Le Parlement pakistanais doit être dissous en fin de semaine et un gouvernement intérimaire, dirigé par des technocrates, sera chargé de superviser les prochaines élections qui devraient se tenir sans l'homme politique le plus populaire du pays, Imran Khan.*

Par Rosa C.

Le pays connaît des remous politiques depuis que l'ex-Premier ministre, Imran Khan, a été écarté du pouvoir en avril 2022. Dernier événement en date : la condamnation pour corruption samedi du septuagénaire et son emprisonnement, après des mois de répression à l'encontre de son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI).

«*La session d'aujourd'hui se terminera par une fin heureuse dans un environnement agréable*», a déclaré Raja Pervez Ashraf, président de l'Assemblée nationale, lors de la dernière session de l'Assemblée hier après-midi.

«*Nous avons l'habitude de débattre des affaires politiques, mais aujourd'hui, conversons sur un ton amical*», a-t-il ajouté.

Selon la loi, les élections doivent se dérouler dans les 90 jours suivant la dissolution du Parlement, mais la coalition gouvernementale a prévenu qu'elles pourraient être retardées.

On ignore la forme que prendra le PTI avec son leader charismatique derrière les barreaux.

Les deux partis dynastiques habituellement en conflit qui dirigent la coalition sortante, la Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N) et le Parti du peuple pakistanais (PPP), devraient, eux, continuer de peser.

Cette coalition n'a néanmoins guère obtenu de soutien populaire au cours des 18 mois qu'elle a passés à la tête du cinquième pays le plus peuplé du monde.

L'économie est toujours dans le marasme malgré un nouveau plan de sauvetage du Fonds monétaire international, avec une dette extérieure écrasante, une inflation galopante et un chômage généralisé dans les usines mises à l'arrêt par manque de devises pour l'achat de matières premières.

«*Les décisions économiques sont invariablement difficiles et souvent impopulaires, ce qui nécessite un gouvernement à long terme pour les mettre en œuvre efficacement*», a pointé Ahmed Bilal Mehboob, membre d'un groupe de réflexion pakistanais.

«*Cette élection est importante car elle aboutira à un mandat de cinq ans pour un nouveau gouvernement qui, idéalement, devrait être habilité à prendre des décisions essentielles pour la reprise économique*», poursuit l'analyste.

Les données du dernier recensement effectué en mai ont finalement été publiées le week-end dernier et la commission électorale affirme qu'elle a besoin de temps pour redessiner les limites des circonscriptions électorales, un point sensible pour plusieurs partis politiques.

Selon le directeur de l'Institut d'Asie du Sud du Wilson Center à Washington, Michael Kugelman, tout retard pourrait révéler les divergences entre les principaux partenaires de la coalition, la PML-N et le PPP.

«*Retarder l'élection pourrait simplement irriter davantage le public et galvaniser une opposition qui a déjà souffert de mois de répression*», estime-t-il.

Au Pakistan, derrière toute élection se cache l'armée, qui a organisé au moins trois coups d'État réussis depuis que le pays a été forgé à partir de la partition de l'Inde en 1947.

M. Khan a bénéficié d'un véritable soutien populaire lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2018, mais les analystes estiment que ce n'était qu'avec la bénédiction des puissants généraux du pays, avec lesquels il se serait brouillé dans les mois qui ont précédé son éviction.

Chassé du pouvoir par une motion de censure, il s'est alors lancé dans une campagne de défiance risquée à l'encontre de l'armée, l'accusant de s'immiscer dans la politique intérieure.

Ancienne star de cricket reconvertie en politique, Imran Khan n'a eu de cesse depuis de faire pression sur le gouvernement pour qu'il organise des élections anticipées, en organisant des rassemblements de masse et en retirant ses députés du Parlement, mais sa manœuvre a finalement échoué.

L'arrestation et la brève détention de M. Khan en mai dans l'affaire de corruption qui lui vaut sa récente condamnation, ont déclenché des jours de manifestations parfois violentes, avec une colère sans précédent dirigée contre l'armée.

Le duel entre l'immense popularité de M. Khan et la vaste influence de l'armée s'est intensifié avec une répression massive qui a sapé son pouvoir dans la rue.

R. C.

Commentaire

Diplomatie

Par Fouzia Mahmoudi

Après avoir passé des décennies à s'ingérer dans des dizaines de conflits à travers le monde, les États-Unis pensent aujourd'hui avoir le droit de se présenter en père la morale et faire la leçon à la Russie quant à son «*implication*» au Niger. Sans présumer toutefois que les événements ont été orchestrés par Moscou ou la milice russe, le secrétaire d'État américain redoute que ces derniers ne s'engouffrent et apportent la «*mort*» et la «*destruction*». Antony Blinken a ainsi averti, dans un entretien publié mardi, que Wagner profitait de l'instabilité provoquée par le coup d'État au Niger, le groupe de mercenaires russes s'étant déjà rapproché du Mali voisin. Le secrétaire d'État américain a dit néanmoins à la BBC qu'il ne pensait pas que Wagner, à l'origine d'une tentative avortée de rébellion contre Moscou en juin dernier, soit à l'origine du coup de force qui a démis le président élu Mohamed Bazoum de ses fonctions. «*Je pense que ce qu'il s'est passé, et ce qu'il continue de se passer au Niger, n'a pas été orchestré par la Russie ou Wagner*», a déclaré Antony Blinken. «*Mais dans la mesure où ils en profitent, et on voit là la répétition de ce qu'il s'est passé dans d'autres pays, où ils n'ont apporté que des mauvaises choses dans leur sillage, ce n'est pas une bonne chose*», a-t-il ajouté. «*Partout où Wagner s'est rendu : mort, destruction et exploitation s'en sont suivies*», a-t-il ajouté. Visiblement Blinken est incapable de voir l'ironie de ses propos, une grande partie du monde, hors Occident, ayant la même opinion des interventions américaines aux quatre coins de la planète. En Afrique, Wagner offre un catalogue de services aux régimes en difficulté. Au Mali, en Centrafrique, il protège le pouvoir en place, propose des formations militaires, voire des conseils juridiques pour réécrire le code minier ou la Constitution. En échange, le groupe pratique la prédation et se paye sur les ressources locales, notamment mines d'or et autres minerais. «*L'ensemble de la région centrale du Sahel pourrait passer sous influence russe via le groupe Wagner dont le terrorisme brutal a été clairement exposé en Ukraine*», a écrit le président élu Mohamed Bazoum dans une tribune parue jeudi dernier dans le «*Washington Post*». Depuis la capitale Niamey, l'adjointe d'Antony Blinken a dit hier que «*les personnes qui ont pris cette décision* (du coup d'État) *comprennent très bien les risques que fait courir à leur souveraineté une invitation de Wagner*». Ainsi, si les Américains semblent avoir abandonné, pour un temps du moins, l'ingérence militaire, ils tentent aujourd'hui le contrôle par le biais diplomatique. Dans ce cas précis, ils veulent surtout éviter à tout prix de voir Moscou gagner en influence en Afrique où l'on supporte de moins en moins l'ingérence constante de l'Europe et des États-Unis, et où l'on préfère désormais se tourner vers la Russie et la Chine, principaux adversaires de Washington.

F. M.

Trafic de drogue

Le baron de la drogue colombien «Otoniel» condamné à 45 ans de prison aux États-Unis

Le chef capturé du gang colombien Clan del Golfo, Dairo Antonio Usuga, alias «Otoniel», a été condamné mardi à 45 ans de prison par un tribunal fédéral américain à New York pour trafic de drogue.

Extradé par la Colombie en mai 2022, il avait plaidé coupable en janvier 2023 de trafic international de cocaïne, reconnaissant avoir fait entrer plus de 96 tonnes de cocaïne aux États-Unis via l'Amérique centrale et le Mexique.

La juge Dora Irizarry du tribunal fédéral de Brooklyn, à New York, a suivi les réquisitions du procureur, affirmant qu'il s'agissait «*sans aucun doute de l'une des plus graves affaires de trafic de drogue jamais présentées à cette juridiction*».

Otoniel, 51 ans, encourait une peine allant de 20 ans de prison à la perpétuité. Il a été condamné à 45 ans de prison pour chacun des chefs d'accusation mais bénéficiera d'une confusion des peines et purgera donc 45 ans au total. Il avait également accepté en janvier un jugement de confiscation de 216 millions de dollars. Le procureur Francisco Navarro a estimé qu'Otoniel était, sans aucun doute, «*le terroriste le plus dangereux de Colombie de ce siècle*», autant que Pablo Escobar, figure emblématique du narcotrafic. Le ministre américain de la Justice, Merrick Garland, s'est félicité de cette condamnation, dans un communiqué de ses services. «*Cette sentence envoie le message clair que le ministère de la Justice trouvera et fera rendre des comptes aux chefs d'organisations meurtrières de trafic de drogue qui portent atteinte au peuple américain, où qu'ils soient et quel que soit le temps que cela prenne*», a-t-il assuré.

Le prévenu avait reconnu en janvier que dans le cadre du «*travail militaire, des meurtres ont été commis par son organisation*», formée d'anciens membres de groupes paramilitaires d'extrême droite et qui a pu compter jusqu'à 6 000 hommes. Il avait également précisé que le clan «*assurait la sécurité des laboratoires et des trafiquants de drogue et prélevait des taxes pour la cocaïne transitant par les territoires sous leur contrôle*». La défense, qui avait demandé une peine de 25 ans maximum, n'a pas indiqué si elle souhaitait faire appel. Elle dispose de 14 jours pour se décider.

Sept mois après son arrestation en Colombie, l'extradition d'Otoniel, qui régnait sur l'organisation depuis 2012, a été suivie par une campagne sanglante d'assassinats contre des policiers dans son pays.

Mais après l'élection du président de gauche Gustavo Petro, favorable à des négociations avec plusieurs groupes armés, Otoniel avait demandé en août 2022 à son gang de mettre fin à cette vague de meurtres.

Egalement assis sur le banc des accusés, se trouvaient notamment le numéro 1 du cartel de Sinaloa Joaquin «Chapo» Guzman, condamné à la perpétuité, et Daniel Rendon Herrera, dit «Don Mario», fondateur et ancien chef du Clan del Golfo, condamné à 35 ans de prison.

CHAN-2024 (éliminatoires)

L'EN disputera directement le dernier tour

L'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, disputera directement le dernier tour des qualifications du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024, après un tirage au sort entre les quatre sélections de la zone de l'Union nord-africaine de football (UNAF), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) lundi soir dans un communiqué publié sur son site officiel. Ainsi, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Libye, se disputeront les deux billets réservés pour la zone de l'UNAF. Les éliminatoires du CHAN-2024 débuteront en septembre prochain (aller : 22-24 septembre, retour : 6-8 octobre), alors que le 2e tour se jouera en décembre (aller : 15-17 décembre, retour : 22-24 décembre). Le 3e et dernier tour qui concerne la zone de l'UNAF est programmé en mars 2024 (aller : 8-10 mars, retour : 15-17 mars). En avril dernier, la CAF a lancé un appel à candidature pour l'organisation de l'édition 2024. La décision de maintenir cette compétition, après plusieurs semaines d'incertitude, a été prise lors de la réunion virtuelle (visioconférence) du Comité exécutif de la CAF, tenue sous la présidence du Dr Patrice Motsepe.

La précédente édition disputée en Algérie du 13 janvier au 4 février derniers, avait été remportée par le Sénégal aux dépens de l'équipe nationale (0-0, 5-4 aux t.a.b). Le CHAN-2022 (reporté à 2023) s'était déroulé aux stades Nelson-Mandela de Baraki (Alger), 19-Mai-1956 (Annaba), Miloud-Hadefi (Oran) et Chahid-Hamlaoui (Constantine). Le sélectionneur de la sélection A', Madjid Bougherra, ne s'est toujours pas prononcé sur son avenir à la tête de la barre technique, rappelle-t-on.

Les 46 pays engagés aux éliminatoires du CHAN-2024 par zone :

WAFU A (8 nations) : Cap Vert, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Sénégal, Sierra Léone

WAFU B (7 nations) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria, Togo

UNIFFAC (7 nations) : Cameroun, Centre-Afrique, Tchad, Congo, RD Congo, Guinée équatoriale, Gabon

COSAFA (11 nations) : Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zimbabwe.

CECAFA (9 nations) : Burundi, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Ouganda

UNAF (4 nations) : Algérie, Libye, Tunisie, Maroc

JS Kabylie

Le contrat d'El Orfi résilié à l'amiable

La JS Kabylie, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé mardi avoir trouvé un accord pour une résiliation à l'amiable du contrat du milieu de terrain Hodeifa El Orfi, dans un communiqué publié sur son compte Twitter. Arrivé en 2020 en provenance du RC Arbaâ, El Orfi (22 ans) devient le cinquième joueur libéré après Sabri Cheraïtia, Noufel Ould Hamou, Mustapha Alili et le gardien Yacine Sidi Salah. Dans le souci de préserver l'ossature, la direction a prolongé les contrats du gardien Mohamed Idir Hadid, du latéral droit Farès Nechat-Djabri, du milieu défensif Salim Boukhenchouche, du milieu offensif Koceila Boualia, ainsi que du défenseur et capitaine Badreddine Souyad. Sur le plan du recrutement, les «Canaris» ont assuré jusque-là l'arrivée de six joueurs : le gardien de but Chams-Eddine Rahmani (ex-CS Constantine), le défenseur Ahmed Maâmeri (ex-CS Constantine), l'attaquant Redouane Berkane (ex-Olympique Akbou), l'attaquant Amrane Faïk (ex-NC Magra), le milieu de terrain Aymen Bendaoud (ex-CS Constantine) et l'attaquant Hicham Mokhtar (ex-El-Nedjma/ Arabie saoudite).

Par ailleurs, le club de la ville des Genêts a indiqué que l'attaquant Massinissa Nezla se rendra ce mardi en fin de soirée au Qatar, *«afin d'effectuer des contrôles et examens médicaux à Aspetar. Nezla, en arrêt depuis dix mois en raison d'une méchante blessure au genou, consultera un spécialiste dans la fameuse clinique du sport à Doha, et sera sans doute définitivement fixé sur son rétablissement»*. Sous la houlette de l'entraîneur Youcef Bouzidi, dont le contrat a été prolongé, les «Canaris» ont repris les entraînements samedi à Tizi-Ouzou, en vue de la prochaine saison footballistique, dont le coup d'envoi sera donné le week-end du 15-16 septembre.

USM Alger

Les Rouge et Noir se prépareront en Tunisie

■ *En fin de compte, l'USM Alger effectuera son stage précompétitif à Tabarka (Tunisie) à la mi-août, en vue de la nouvelle saison footballistique 2023-2024, dont le coup d'envoi sera donné le week-end du 15-16 septembre, selon ce qu'a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football un communiqué.*

Ph. > D. R.

Les Usmistes se prépareront sérieusement pour le nouvel exercice

Par Mahfoud M.

«L'équipe entrera en stage bloqué d'une semaine (8-14 août) *à Alger, où cours duquel l'entraîneur Abdelhak Benchikha va augmenter la charge de travail, avant un second stage prévu à Tabarka à la mi-août»*, a affirmé le club algérois sur sa page officielle Facebook.

Les coéquipiers de Brahim Benzaza ont retrouvé le chemin des entraînements mardi dernier au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine). Sur le plan du recrutement, l'USMA a assuré jusque-là l'arrivée de dix nouvelles recrues : le gardien Kamel Soufi (MC Oran), Nabil Lamara (Club Africain/ Tunisie), Juba Chirani (Olympique Akbou), Nour El Islam Fettouhi (ASO Chlef), Sekou Kounate (Stade malien), Omar Embarek (MC El-Bayadh), Mohamed Amine Bouziane (US Monastir/ Tunisie), Hocine Dehiri (Prêt/ Paradou AC), Oussama Berkat (NA Husseïn-Dey), et Kheireddine Toual (CR Belouizdad). Côté départs, les deux internationaux : le défenseur Haitham Loucif et l'attaquant Aymen Mahious, ont décidé d'aller monnayer leur talent en Europe où ils sont annoncés à Yverdon (Div.1/ Suisse), alors que le milieu offensif Abderrahmane Meziane a rejoint le quadruple champion d'Algérie, le CR Belouizdad.

Le vainqueur de la Coupe de la Confédération africaine de la CAF a bouclé la saison 2022-2023 à la 11e place, en compagnie du NC Magra et de l'US Biskra, avec 40 points chacun. Le coach, Abdelhak Bencheikha, s'est dit très satisfait du recrutement effectué en prévision de la nouvelle saison, avouant qu'il était contre le fait de faire des folies.

«Le plus important pour moi est de pourvoir les postes où on a constaté certains manques et cela s'est fait», a indiqué Bencheikha qui reste confiant et estime que l'équipe donnera un meilleur visage avec une bonne préparation, souhaitant que tout le monde soit au rendez-vous et travaille très sérieusement lors de cette période très importante.

M. M.

Lille OSC

Une semaine d'indisponibilité pour Ounas

L'ailier international algérien de Lille OSC (Ligue 1 française de football), Adam Ounas, blessé à la cuisse gauche, a réalisé des examens médicaux rassurants et doit observer un repos d'une semaine, rapportaient les médias locaux mardi. Blessé lors du match amical disputé samedi en déplacement chez les Anglais de Brentford (0-0), Ounas a passé lundi des examens médicaux qui n'ont rien révélé de grave. Ounas s'est blessé seul au bout d'une longue course au milieu de la seconde période. Il s'est tenu la cuisse en revenant près de ses coéquipiers avant de solliciter le changement (67e). L'ancien Bordelais sera ainsi forfait pour le déplacement des Lillois à Nice vendredi (20h00), en ouverture de la saison 2023-2024. Son éventuel retour est prévu le dimanche 20 août à domicile face au FC Nantes (14h00), à l'occasion de la 2e journée. Le joueur algérien avait dû faire l'impasse la saison précédente sur plusieurs matchs en raison de blessures à répétition, dont la dernière avait été contractée en avril dernier (lésion musculaire intrinsèque du quadriceps gauche). Engagé en 2022 pour un contrat de deux ans, Ounas ne parvient pas à s'inscrire dans la durée en raison de ses blessures répétitives qui freinent considérablement sa progression. En 22 rencontres disputées lors du précédent exercice, toutes compétitions confondues, Adam (26 ans) n'a marqué qu'un seul but et délivré deux passes décisives.

Il n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis novembre 2022, et les deux matchs amicaux disputés face au Mali à Oran (1-1) et à la Suède (défaite 2-0) à Malmo.

Tennis / Coupe Davis 2023 (Groupe III / Zone Afrique)

L'Algérie débute contre l'Afrique du Sud

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de tennis devait faire son entrée en lice hier mercredi dans l'édition 2023 de la Coupe Davis (Groupe III / Zone Afrique), en affrontant son homologue sud-africaine (pays hôte) pour le compte de la première journée, Poule A. Les Verts enchaîneront avec la Côte d'Ivoire (aujourd'hui jeudi), pour le compte de la deuxième journée, avant de conclure avec le Togo (demain vendredi) pour le compte de la troisième et dernière journée. Pour rappel, la Poule (B) de cette édition 2023 de la Coupe Davis (Groupe III / Zone Afrique), qui se déroulera du 9 au 12 août à Pretoria, se compose du Zimbabwe, du Bénin, de la Namibie et du Sénégal, suivant la répartition définie par le tirage au sort effectué mardi. La sélection algérienne se compose de Hamza Reguig, Toufik Sahtali, Mohamed Larbi Hameurlaine et Slimane Kichou, sous la direction du capitaine Noureddine Mellah. La délégation algérienne est conduite en Afrique du Sud par Hocine Cheghib, deuxième vice-président de la Fédération algérienne de tennis (FAT). La Coupe Davis est considérée comme la plus prestigieuse des compétitions annuelles de tennis masculin par équipes.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Alger

Remise en exploitation de l'ascenseur de Port Said

L'ETABLISSEMENT public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé, dans un communiqué, la remise en service de l'ascenseur de Port Said reliant la gare de train d'Alger. *«Afin de faciliter davantage les déplacements des citoyens, l'Etusa informe son aimable clientèle de la remise en service, le 8 août 2023, de l'ascenseur de Port Said reliant la gare de train d'Alger»*, est-il indiqué dans le communiqué. En ce qui concerne les horaires d'exploitation, elles sont de 6h00 du matin jusqu'a 19h00, selon la même source.

R. N.

Accidents de la route

6 morts et 175 blessés en 24 heures

SIX personnes ont trouvé la mort et 175 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du territoire national, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Selon la même source, le bilan le plus lourd à été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, où 4 personnes sont décédées et 9 autres ont été blessées suite au renversement d'un véhicule sur la RN 06 reliant Bordj Badji Mokhtar et Reggane. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Béjaia sont intervenus pour le repêchage du corps d'une personne décédée par noyade à la plage Tiksert, interdite à la baignade, dans la commune de Melbou. D'autre part, les éléments de la Protection civile sont intervenus durant la même période pour l'extinction de 24 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas du pays.

Racim C.

Mexique

Un séisme de magnitude 5,8 ressenti au Chiapas

UN TREMBLEMENT de terre d'une magnitude de 5,8 a secoué, tôt hier, le Chiapas, dans le sud du Mexique, a annoncé le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ). L'épicentre de ce séisme, survenu à une profondeur de 123,5 km, a été initialement localisé par 16,16 degrés de latitude Nord et 93,52 degrés de longitude Ouest.

R. I.

Somalie

Six morts dans l'explosion d'une mine artisanale

AU MOINS six passagers, dont trois enfants, ont été tués hier et 12 autres blessés après que le minibus dans lequel ils voyageaient a roulé sur une mine artisanale dans la région somalienne de Basse Shabelle (sud), a annoncé le gouverneur de cette région, Mohamed Ibrahim Barre. Selon la même source, citée par l'agence de presse Sonna, le véhicule avait quitté la ville de Marka et se dirigeait vers celle de Qoryoley lorsqu'il a roulé sur l'engin explosif. *«Nous pensons que l'ennemi, les* (terroristes) *Shebab, sont à l'origine de cet acte odieux»*, a déclaré M. Barre.

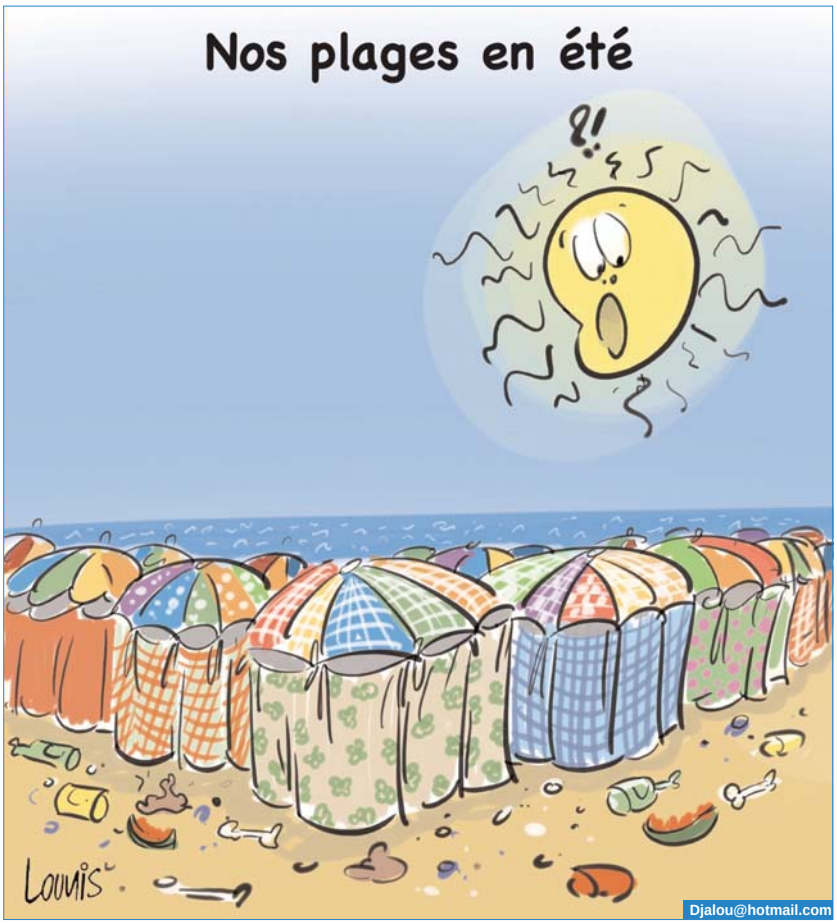
R. S.

Italie

Le stade San Siro ne sera pas démoli

LA COMMISSION régionale du patrimoine culturel de Lombardie a décidé que le mythique San Siro que l'Inter et l'AC Milan partagent actuellement, ne pouvait pas être détruit «en raison de son intérêt culturel». «Lors de sa session du 27 juillet, la commission a décidé à l'unanimité que le deuxième niveau du stade San Siro présentait un intérêt culturel», explique cette administration dans un communiqué publié lundi soir. «Au cours de cette même réunion, il a également été fait référence aux +archives exposées+ dans la tribune Ouest du stade qui rappellent les succès nationaux et internationaux de l'Inter et de Milan», poursuit le texte. En conséquence, conclut la commission du patrimoine culturel sollicitée par la municipalité de Milan, propriétaire du stade, «San Siro ne peut être détruit». Or une destruction de San Siro, de son nom officiel Giuseppe-Meazza, surnommé «la Scala du Calcio», est au coeur du projet initial de nouveau stade que veulent construire, ensemble et non loin de là, l'Inter et l'AC Milan. Pour remplacer San Siro, une enceinte de 80.000 places construite en 1926 mais ne répondant plus à leurs besoins malgré sa modernisation pour le Mondial-1990, les deux clubs lombards travaillent sur un projet de stade de 60.000 places flanquée d'installations sportives, commerciales et de loisirs dont l'inauguration est prévue en 2027. Mais les deux clubs explorent aussi désormais des projets autonomes. En 2026, San Siro accueillera la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina d'Ampezzo.

R. H.



Nouvelle noyade à Béjaïa

Un jeune de 15 ans porté disparu à la plage de Baccaro

■ *Un jeune garçon de 15 ans, originaire de la wilaya de Relizane, est porté disparu depuis lundi en fin de journée à la plage Tassift, localité de Baccaro, commune de Tichy, dans la wilaya de Béjaïa.*

Par H. Cherfa

«L'alerte de la disparition du jeune a été donnée à 19h25mn», selon la Protection civile de la wilaya de Béjaïa qui a appelé les estivants à éviter la baignade toute la journée d'hier en raison d'une mer agitée. Les recherches qui ont immédiatement été lancées après l'alerte de la noyade du jeune ont repris hier mais sans succès. Par ailleurs, le corps du jeune de la daïra d'El Eulma (wilaya de Sétif), âgé de 17 ans, porté disparu depuis vendredi passé à la plage les Falaises, commune de Melbou, a été repêché hier, dans un état de décomposition avancée, peu avant 14h, à la plage de Djoua, commune de Boukhélifa, par les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. Ainsi, le nombre total de noyades enregistré depuis le début de la saison estivale le 17 juin dernier est de 21, dont 20 dans des plages non surveillées. Pour rappel, au moins 3 noyades ont été enregistrées la semaine dernière. Par ailleurs, la Protection civile a également enregistré, avant-hier peu après 17h, un accident de la circulation routière mortel sur la RN 12, au lieu-dit Bouzoulem, commune d'El-Kseur. Il s'agit du dérapage d'une voiture qui a percuté le jeune Z. Zineddine, âgé 19 ans, résidant au quartier Ihaddaden de Béjaïa, qui se trouvait au bord de la route. C'est le deuxième accident mortel enregistré dans la journée sur les routes de la wilaya de Béjaïa, après celui de Tamridjt, dû au dérapage d'un véhicule et qui a causé la mort d'un homme de 74 ans et fait 5 blessés.

H. C.

Pétrole

Le Brent s'approche des 87 dollars

Les cours du pétrole remontaient hier, profitant de la faiblesse du dollar et du retour de l'appétit pour le risque des investisseurs, sur fond des réductions décidées par les membres de l'Opep+. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, gagnait vers midi 0,73 % à 86,80 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, prenait 0,89 % à 83,66 dollars.

Les deux références mondiales du brut évoluaient ainsi à leur plus haut niveau depuis près de quatre mois, en raison des réductions de production de l'Opep+ et des signes d'amélioration de la demande, affirment des analystes. La production du groupe Opep+ (l'Opep et ses alliés) a d'ailleurs atteint en juillet son plus bas niveau en près de deux ans, selon une enquête Platts de S&P Global.

Les cours du pétrole profitaient aussi du retour de l'appétit pour le risque des investisseurs et de la faiblesse du dollar, après qu'un responsable de la Réserve fédérale américaine a estimé mardi que les taux de l'institution pourraient rester stables lors de la prochaine réunion, en septembre. Les investisseurs attendent également la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 4 août. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient grimpé d'environ 4,07 millions de barils la semaine dernière, mais que ceux d'essence avait baissé d'environ 413 000 barils.

Les données de l'API sont réputées toutefois moins fiables que celles de l'EIA.

Slim O.